



Absurde et dangereuse pour les élèves et leurs qualifications :

Non à la nouvelle réforme Macron du lycée professionnel !

Après l'avoir déjà fait entre 2018 et 2021, le président Macron veut de nouveau réformer le lycée professionnel, contre l'avis de l'ensemble des syndicats.

Une « réforme de la réforme » particulièrement brutale, autoritaire et dangereuse.

1- Une année qui finit en mars, des stages plus longs pour certains : toujours moins d'heures de cours, toujours moins de formation.

C'est la constante des réformes depuis des années : pour économiser, on diminue le nombre d'heures de cours, et donc de formation, pour les élèves de LP. L'annonce de l'augmentation de la durée des stages pour certains élèves de Terminale va dans ce sens, tout comme la décision de finir désormais les examens en mars.

2- Inégalités entre élèves : l'argent ou la poursuite d'études ?

Le gouvernement, en Terminale, propose de distinguer **deux catégories d'élèves** : celles et ceux qui veulent rejoindre le monde du travail dès l'obtention de leur bac pro ; et les autres qui veulent poursuivre leurs études. Les premiers feront plus de semaines de stage (et donc auraient une gratification plus élevée... mais moins d'heures de cours) ; les autres auraient droit à des cours supplémentaires et auront donc plus de formation... mais moins d'argent ! **Les élèves devront donc choisir entre une gratification supérieure ou une formation plus poussée.** C'est absurde et dangereux : tous les élèves ont besoin de plus d'heures de formation, pour être plus qualifié-es ou bien pouvoir poursuivre des études.

3- Des stages « rémunérés » ? L'aumône plutôt que l'autonomie.

Une aide financière pour nos élèves est bienvenue, mais curieux que ce soit l'État qui la prenne en charge, contrairement à l'exemple de l'enseignement supérieur, alors que certaines entreprises profitent grassement de la "main-d'œuvre stagiaire"... Mais surtout, cette gratification prend la place d'une véritable allocation d'études dont pourrait bénéficier chaque élève de lycée professionnel pour assurer son départ dans la vie et son autonomie (permis de conduire, achat d'un véhicule, etc.).

4- Remplacement des professeurs : l'enfumage.

Le gouvernement prétend que les nouvelles missions imposées aux enseignants permettront de remplacer les professeurs absents. C'est faux : un collègue malade quelques jours pourra être remplacé par des collègues d'autres matières. Un prof d'anglais qui remplace un prof de maths, ça ne garantit pas que le programme de maths soit terminé en fin d'année. Surtout, **le gouvernement masque le problème principal : l'absence de remplaçants pour les absences de longue durée.** Et le manque de profs dans certaines matières, tant le recrutement est devenu difficile avec la dégradation des conditions de travail.

5- Destruction de filières et orientation forcée.

Le gouvernement veut supprimer des filières qui ne "mèneraient à rien", ce qui est faux. Pour les remplacer, les ministres évoquent la mise en place de filières industrielles, qui ont souvent du mal à recruter. Mais forcer des jeunes à aller dans ces formations ne règlera rien. **Plutôt que de rendre attractives les formations industrielles et l'industrie elle-même, le gouvernement joue la contrainte, ce qui est une catastrophe pédagogique déjà constatée dans de nombreux LP où, faute de places, des élèves sont envoyé-es suivre des formations qui ne les intéressent pas.**

En attendant, depuis des années ont été fermées des formations porteuses d'emploi : Mentions complémentaires Aide à la Personne ; bacs professionnels ASSP ; filières de chaudronnerie ou d'usinage (la dernière en date à Fécamp cette année) ...

Ceux qui depuis des années détruisent l'enseignement professionnel n'ont aucune crédibilité quand ils prétendent le sauver.

Pour un lycée professionnel de qualité, non à la réforme Macron.